

EDUCATION ET ENTREPRENARIAT DE LA BARBARIE¹

Carolina CATINI²

Résumé: Le mot « entrepreneuriat » apparaît comme un mot d'ordre dans presque tous les programmes et projets d'éducation, dont beaucoup sont mis en pratique dans le cadre de la privatisation, qui s'effectue parallèlement à un processus croissant de militarisation des écoles publiques. Partant de l'hypothèse que les relations entre les entreprises et l'action militaire dans l'éducation configurent une nouvelle façon de discipliner les jeunes dans un scénario de crise économique, de précarité et de chômage massif, le présent texte présente une analyse critique de l'entrepreneuriat comme projet pédagogique de l'école publique en Brésil. Ce texte présente sous la forme d'un essai, mais il s'appuie sur des exemples recueillis sur le terrain, à partir d'entretiens et d'observations analysés à la lumière d'un processus historique et sociologique. L'hétéronomie des relations fondées sur des formes mercantiles et militarisées configurent des relations barbares et, dans une certaine mesure, ont une dimension fasciste dans la base de la société et pas comme une expression de une forme de gouvernement.

Mots clés : éducation publique, entrepreneuriat, entreprises, militarisation.

Resumo: A palavra “empreendedorismo” aparece como palavra de ordem de quase todos os programas e projetos de educação, muitos dos quais colocados em prática dentro do quadro de privatização, que se dá em paralelo a um crescente processo de militarização das escolas estatais. Seguindo a hipótese de que as relações entre a ação empresarial e militar na educação configuram uma nova forma de disciplinar a juventude num cenário de crise econômica, de precarização e desemprego massivo, o presente texto apresenta análise crítica do empreendedorismo como projeto pedagógico da escola pública no Brasil. O texto tem forma de ensaio, mas elaborado com base em exemplos recolhidos em trabalho de campo, a partir de entrevistas e observações analisadas à luz de um processo histórico e sociológico. A heteronímia das relações pautadas nas formas mercantis e militarizadas configuram relações bárbaras e, em alguma medida, com uma dimensão fascista de relações na base da sociedade e não como expressão de uma forma de governo.

Palavras- Chave: educação estatal, empreendedorismo, empresas, militarização.

Education et entrepreneuriat de la barbarie

Jamais nous n'avons été tant éduqués et, cependant, jamais nous n'avons été si privés de formation. Ce qui pourrait apparaître comme une contradiction absurde n'est en réalité qu'un résultat de la capture de la forme et de la fonction de l'éducation par le progrès du

¹ L'original de ce texte a été publié au Brésil, sous forme de chapitre de livre. Voir "Cássio, Fernando (org). Educação contra a barbarie : pour des écoles démocratiques et la liberté d'enseigner. São Paulo, Boitempo, 2019. Traduit du portugais par Marie-Lou Lery-Lachaume.

² Professeure et chercheur - Département des Sciences Sociales en Éducation. Faculté d'Éducation Université d'Etat de Campinas (FE-UNICAMP, São Paulo, Brasil).

capital. La réification des objectifs de l'éducation – qui s'imposait déjà du temps de l'extension des droits sociaux – s'est accrue du fait des nouvelles technologies de gestion de l'éducation, installées petit à petit dans un contexte de crise économique. Le caractère conservateur des actuelles relations sociales, doté d'éléments fascistes, tend à élargir le contrôle matériel et politique de l'éducation et, du travail éducatif.

Si aujourd'hui, de telles relations sociales peuvent se trouver reflétées dans des personnifications d'autoritarisme de figures arrivées au pouvoir, ce n'est pas de là qu'elles ont germées. Avant cela, le ciment de cette *fastiscisation* s'est formé depuis la base, calqué sur la matérialité des relations sociales objectives, et son mortier s'est appuyé sur une myriade d'organisations sociales qui en sont venues à composer un Etat élargi. Bien que tournées vers des collectifs et des groupes sociaux, ces organisations renforcent l'atomisation croissante des demandes individuelles, assumant la fonction de prestataires de services et maintenant divers degrés d'hétéronomie par rapport à ceux à qui s'adressent les services : l'éduquant, le public-cible, le bénéficiaire, le citoyen. Et également les « bases », car force est de constater qu'une partie des organisations populaires qui luttent pour les droits a été modelée par une telle forme sociale hégémonique. Et pratiquement aucun droit social, aujourd'hui, pas même ceux conquis par les luttes populaires, n'est géré sans la médiation d'organisations privées.

A première vue, il n'y aurait pas de rapport entre une organisation démocratique au sein de laquelle des entités de droit privé s'unissent pour garantir des droits et des relations sociales à tendance fasciste. Mais il faut observer les effets du déni de l'autonomie, associée au contrôle social par des intérêts privés. En définissant le fascisme en trois mots, João Bernardo (2018) distingue l'organisation étatique du mouvement social fasciste : la *révolte dans l'ordre* se manifeste depuis le bas, quand ce sont les conditions de la survie elles-mêmes qui poussent les vies de travailleurs les unes contre les autres. Cela se passe dans des contextes historiques distincts, mais dans tous les cas, « l'ordre c'est l'Etat ». Un Etat large, qui offre le cadre et les modalités d'hétéro-organisation d'une classe convertie en masse, fragmentée et atomisée en individus particuliers, tout juste liés par la concurrence exacerbée et faisant face à la dégénération de la capacité d'auto-organisation et aux liens de solidarité entre ceux qui vivent de l'aliénation de leur propre force de travail, dans un contexte de précarité et de chômage massif.

Adorno considérait la survie d'éléments fascistes à l'intérieur de la démocratie « comme plus potentiellement menaçante que la survie de tendances fascistes *contre* la

démocratie » (ADORNO, 2000, p. 30). Dans un contexte distinct, mais avec une certaine similitude, Paulo Arantes interprète ce qui est resté de la dictature dans la démocratie brésilienne. Parmi les multiples formes qui structurent juridiquement et économiquement les « affinités électives entre Capitalisme et Exception » depuis lors, il conclut que « l'exception brésilienne d'aujourd'hui n'est pas un simple décalque de la précédente, mais excède en des sphères inédites de tutelle », et l'une des formes de l'apparition d' « un Etat d'urgence permanent » se trouve dans la consécration de la logique d'entreprise comme pratique administrative du secteur public ». En suivant son analyse, la réforme de l'Appareil d'Etat des années 1990 ne fait qu'actualiser et mettre en pratique la structure légalisée depuis la dictature (ARANTES, 2014, p. 302, 301 e 298).

Du fait de la *mimesis* de la productivité du secteur privé, la logique de la gestion éducationnelle qui renvoie à la définition d'objectifs, l'évaluation systématique du rendement scolaire, le fait d'être individuellement responsable de sa réussite ou de son échec a élargi le contrôle des résultats sur le processus, réduisant le travail éducatif au produit, dans un mouvement fétichiste suffisamment connu. Ses effets pratiques sont encore plus pervers du fait de la naturalisation d'une relation éducative qui, de concert avec le transfert de la responsabilité des droits sociaux vers le secteur privé, a créé les bases pour que la relation marchande et productive cesse d'être un simulacre et que la subsomption de l'éducation sous le capital puisse se passer complètement.

Cela fait longtemps que les services sociaux d'éducation donc, leur gestion, ne peuvent plus seulement être observés à travers les prismes d'enseignement formels. Il est vrai que la réorganisation et la suppression de places à l'école pour la jeunesse – contre lesquelles les lycéens se sont élevés dans la lutte des occupations d'écoles dans tout le pays en 2015 – ont augmenté de manière à la fois alarmante et sournoise, l'attention ayant été déviée en direction du spectacle de l'étrange gestion publique qui s'instaurait alors. Si on se penche sur la question de savoir où vont les jeunes expulsés de la scolarisation, on ne peut répondre que par deux voies parallèles: du côté de la terreur la plus explicite, la jeunesse pauvre est atteinte par le génocide ou par l'emprisonnement de masse dans les « cachots du sous-prolétariat » (WACQUANT, 2003). Les chiffres de ces deux procédés sont équivalents à ceux d'une guerre civile, mais ont été introduits dans notre vie sociale comme s'il s'agissait d'une loi naturelle, marque profonde de l'indifférence qui en soi seule est déjà un indice de barbarie. De l'autre côté, disons, le

côté « démocratique », les jeunes voient une partie de leurs demandes entendues par toute cette structure créée par les organisations privées investissant dans la prestation de services qui fonctionnent comme des droits sociaux. La communion néfaste des deux procédés se passe dans des expérimentations telles que celle des UPPs sociaux, que Marielle Franco (2014) analyse comme étant une forme de militarisation du travail social. Ici, les entreprises privées mettent en pratique la pacification par l'enseignement de l'entrepreneuriat, en partenariat avec le contrôle total du travail communautaire par la « police de proximité » (FRANCO, 2014). L'oubli de l'ancienneté de la politique de gestion de l'Etat par la violence est un symptôme de la nécessité d'annuler au sein de l'élaboration théorique les contradictions d'un processus historique qui l'inclut comme méthode visant à rendre les conflits sociaux passifs. Si l'on peut considérer comme une nouveauté l'explicite « barbarie de la gestion » actuelle, elle ne serait pas possible sans la « gestion de la barbarie » de la période antérieure.

Le fait est qu'il n'existe aucun institut ni aucune fondation privée dans la direction des réformes éducatives actuelles qui n'ait pas passé plus d'une décennie à éduquer des jeunes dans les périphéries ou qui n'en soit venu à contrôler le travail d'ONG par le biais de ses propres programmes. Là où il n'y a pas d'offre d'enseignement public intégral, il y a éducation à temps complet par l'intermédiaire d'activités périscolaires. D'une façon ou d'une autre, l'« inégalité est l'objectif » (GIROTTI et CÁSSIO, 2018). Dans ce cadre, la gestion « étatico-entrepreneuriale » de l'éducation contrôle la formation de la jeunesse travailleuse en même temps qu'elle établit les critères de la réorganisation de la division et des relations de travail. Avec l'expérience acquise dans l'éducation non formelle réalisée par de telles entités privées et avec d'innombrables possibilités d'« innovation » sur le terrain du travail informel et précaire, la gestion entrepreneuriale des systèmes d'enseignement dispose déjà d'une vaste accumulation de moyens pour discipliner les élèves en vue des formes contemporaines du travail. Reste toutefois à éliminer la barrière de l'actuelle organisation bureaucratifiée de l'école, avec son cadre significatif de fonctionnaires encore stables et son autonomie relative, à distance d'un régime d'automatisation dans lequel l'obéissance à l'objectivité de la machine « est l'unique moyen d'obtenir des résultats désirés » (MARCUSE, 1999, p. 80).

Les fondations et les instituts privés suivent à la lettre les lignes permettant de rapprocher le travail enseignant des modes de réalisation des travaux de services

précaires, intermittents et *uberisés*. La externalisation du travail éducatif constitue le prochain pas de la privatisation de la gestion des écoles et systèmes d'enseignement : « réduire ou éliminer la stabilité de l'emploi, augmenter la supervision et donner le pouvoir aux clients (parents et élèves) pour qu'ils contrôlent ou évaluent les professeurs » sont quelques-unes des principales stratégies de la Banque Mondiale (BRUNS et LUQUE, 2015, p. 43) pour l'éducation de base. L'évaluation omniprésente et la sélectivité négative, pratique consistant à éliminer les travailleurs dans le seul but de maintenir un taux fixe de transitorité au poste de travail, garantit le tourment de l'instabilité et l'engagement constant en vue de se maintenir employé. La responsabilisation des « clients » en vue du contrôle des professeurs, mise en œuvre par le mouvement *Escola sem Partido*³ (Ecole sans Parti), associe quant à elle la répression politique, dernière mode en date visant les critiques et les marxistes, à l'oppression économique existant de longue date. Parce qu'il n'existe pas de plus grand endoctrinement idéologique que celui de la doctrine du marché. Dans tous les cas, l'entrepreneuriat est le mot d'ordre. En définitive, comment former des travailleurs habitués à la précarité tout en les insérant au quotidien dans une forme sociale stable comme l'est l'école actuelle ? Introduire l'entrepreneuriat dans le travail éducatif est la solution pour enseigner, par la pratique, qu'il est naturel d'adhérer à la compétitivité afin de pouvoir survivre : une excellente méthode en vue de la pacification sociale via l'assimilation individuelle de l'idéologie.

Ce n'est pas par hasard que nous vivons une poussée d'investissement dans la formation de directeurs et professeurs, dans les externalisations de la gestion et dans le domaine des technologies, qui apparaissent sous la forme de logiciels de contrôle du travail, numérisation et *gamisation* de contenus scolaires. La *Base Nacional Comum Curricular* (Base Nationale Commune de Curriculum – BNCC) prescrit, à travers de nombreuses minuties, les capacités et compétences qui doivent être acquises avec chaque contenu scolaire, lesquelles pourraient facilement être transmises via une application, transformant alors le professeur en un appendice des machines (MARX, 2013). Mais, au-delà de la formation du travailleur capable de survivre avec peu, la réduction des contenus scolaires à des pratiques comportementales et émotionnelles met également en évidence l'altération de la fonction de l'éducation. Dans l'un des cours gratuits offerts

³ Projet de loi de caractère conservateur. Le but principal est de contrôler le travail de l'enseignant, en termes de comportements, mais aussi de contenus, avec la proposition de supprimer les discussions sur le genre, la sexualité, la politique.

par des directeurs d'un réseau public, la présidente d'une grande fondation privée affirme clairement l'objectif des changements dans la gestion de l'éducation : « Si nos écoles et nos entreprises ne recrutent pas les jeunes, le PCC⁴ va les recruter ». L'éducation ne dispense plus des contenus scolaires parce qu'elle est devenue l'objet de l'assistance sociale et de la « sécurité publique ».

La révolte dans l'ordre conservateur ne se manifeste pas seulement à travers le conformisme, mais aussi via l'adhésion qui reflète un désir d'ordonnement radical par le contrôle soldastque et la concurrence. L'objectivité et la subjectivité individuelles se trouvent sur le terrain ombrageux de l'élimination de l'autre comme nécessité et conséquence ultime de la compétition. Dans le contexte actuel, l'« horizon de surmontement du mode de production brutal auquel nous sommes soumis disparaît grâce à l'exposition sans détours de sa brutalité écrasante », comme dit Silvia Viana (2012, p. 51).

Le caractère du néolibéralisme totalitaire dont parlent Dardot et Laval (2016) se diffuse par le biais de la formation à la compétition sans frein entre les sujets du monde de l'entreprise, mais aussi entre les entreprises elles-mêmes, entre les corporations et entre les organisations de la société civile. Sur un terrain caractérisé par une forme de pénurie, les objets à se disputer se multiplient. Parmi les gestionnaires de la barbarie, on se dispute les consommateurs, les niches de marché, les publics-cible, les ressources publiques, l'investissement le plus précis dans le marché financier. Parmi ceux que la barbarie organise, on se dispute le travail mais également les droits sociaux. Dans le passage des droits universels aux droits catégorisés, un sens existe qui reflète le crépuscule de la notion d'équivalence entre les citoyens. L'inégalité n'est plus seulement donnée hiérarchiquement, entre les classes, mais horizontalement, en leur sein, nous divisant davantage encore. Comme la réalisation du droit dépend de l'achat et de la vente de prestation de services sociaux par des entités privées, elle se passe de façon aussi intermittente que le travail. Dans ce contexte de privatisations des droits sociaux, la demande en vue de ces mêmes droits aggrave la situation d'hétéronomie de la gestion de la vie et de la compétitivité entre des besoins inégaux. Dans la demande de droits sociaux privatisés se trouve une issue offrant une survie temporaire, mais aussi une nouvelle division radicale entre ceux qui ont, ou non, la chance de s'insérer dans la

⁴ Premier Commando de la Capitale, "la principale faction criminelle de São Paulo et du Brésil" selon Feltran et Chaigne, 2016, dans l'article "La guerre au quotidien", disponible à l'adresse suivante: <https://journals.openedition.org/lhomme/29049> .

société. Menegat avait déjà mis en évidence que pour que cette terreur fonctionne comme ordonnancement social, « elle doit être générale, mais hiérarchisée », car « il est toujours possible que quelqu'un ou qu'un groupe vive pire que vous » (MENEGAT, 2018). La haine manifeste vis à vis de ceux ayant accès aux programmes d'aide sociale comme le *Bolsa Família*⁵ révèle la compréhension suivante : celui qui n'est pas apte à être inséré dans la production de valeur ne doit pas avoir accès aux moyens de reproduction sociale.

Une telle éducation est l'anéantissement de l'expérience de formation aussi bien que de l'autonomie. Elle n'est pas seulement de l'ordre de la projection dans le futur, mais contient la barbarie en son cœur même. La résistance contre ce type de processus est un impératif aussi fort que la construction de processus autonomes de formation et des luttes. Il n'y a pas d'issue en-dehors du défi qui consiste à créer des relations sociales autrement définies que par l'individualisme, l'hétéronomie ou encore la concurrence.

L'éducation doit être une pratique subversive, car il s'agit là de l'unique moyen de nier les présupposés objectifs de la barbarie. Pour ce faire, elle doit prêter attention aux contenus, mais aussi à la forme sociale qu'elle assume et, surtout, elle doit demeurer vigilante face au danger de « se livrer aux classes dominantes, ainsi que leur instrument », dès lors que la modalité d'éducation capitaliste tend à s'imposer à tout et à tous, indifférente aux bonnes intentions.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ADORNO, T. O que significa elaborar o passado. In. ADORNO, T. Educação e Emancipação. Rio de Janeiro. Paz e Terra, 2000.

ARANTES, Paulo. 1964. In O novo tempo do mundo. São Paulo, Boitempo, 2014 (Estado de Sítio).

BENJAMIN, W. Sobre o Conceito de História. Magia, técnica, arte e política. Obras Escolhidas. São Paulo, Brasiliense, 1994, p. 224.

BERNARDO, João. Labirintos do Fascismo: na encruzilhada da ordem e da revolta. Terceira edição revista e aumentada, 2018.

BRUNS, Barbara, and LUQUE, Javier. Great Teachers: How to Raise Teacher Quality and Student Learning in Latin America and the Caribbean. Overview booklet.

⁵ Bourse Famílie - sorte d'équivalent de la CAF, ndlt.

Washington, D.C.: Banco Mundial. Licença: Creative Commons Attribution, 2014. Traduzido para o português: “Professores Excelentes”, p.43. Disponível em <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/Highlights%20&%20Features/lac/LC5/Portuguese-excellent-teachers-report.pdf>, 09/03/2019.

DARDOT, P; LAVAL, C. A nova razão do mundo: ensaio sobre a sociedade neoliberal. São Paulo, Boitempo, 2016.

FRANCO, Marielle. UPP: A redução da favela a três letras: uma análise da política de segurança pública do Estado do Rio de Janeiro. Dissertação de Mestrado. Universidade Federal Fluminense, Niteroi, Rio de Janeiro, 2014.

GIROTTO, E.D., CÁSSIO, F.L. A Desigualdade é a Meta: Implicações Socioespaciais do Programa Ensino Integral na Cidade de São Paulo. Arquivos Analíticos de Políticas Educativas, AAPE, vol. 26, 2018.

MARCUSE, H. Tecnologia, guerra e fascismo. São Paulo: Fundação Editora UNESP, 1999.

MARX, K. Maquinaria e a Indústria Moderna. *O Capital*. Volume 1. São Paulo, Boitempo, 2013.

MENEGAT, Marildo. Volver. Disponível em <https://arlindenor.com/2018/10/09/volver-marildo-menegat/>, 09/03/2019.

WACQUANT, Lóic. Punir os pobres. A nova gestão da miséria nos Estados Unidos. Rio de Janeiro: Revam 2003.

VIANA, Silvia. Rituais de Sofrimento. São Paulo: Boitempo, 2012 (Estado de Sítio).